



Grain de Sable n° 451

14 janvier 2004

attac

FSM 2004

Dans ce numéro

1. – Partir en Inde

(par Ludovic Jonard, délégué général Architecture & Développement

Partir en Inde, c'est réaliser à son corps défendant, qu'un homme sur six dans le monde est indien et que nous devons à ce continent une part essentielle de notre culture, à commencer par notre langue. Il existe peu de pays aujourd'hui qui exercent à ce point dans notre esprit, à distance, une influence à la fois assumée et refoulée.

2. – Capitalisme, démocratie et insécurité

(par Thomas Coutrot, membre du Conseil scientifique d'Attac France) article paru dans *Politis* n° 781-782)

Démocratie et capitalisme sont indissociables. C'est du moins la leçon que nous sommes tous supposés avoir tiré de la chute du mur de Berlin.

3. FORUM SOCIAL MONDIAL 2004 A MUMBAI EN DIRECT TOUS LES JOURS SUR LE SITE D'ATTAC FRANCE

Le Forum social mondial (FSM), qui avait pris ses habitudes à Porto Alegre, entame une mutation décisive : il se mondialise lui aussi. Trois années au Brésil lui avaient permis d'incorporer un très grand nombre de mouvements sociaux d'Amérique latine et des Caraïbes à un front de résistance à la mondialisation libérale jusque-là surtout actif en Amérique du Nord et en Europe. C'est maintenant l'Asie en lutte qui va rejoindre massivement ce front de résistance. A partir du 13 janvier vous pourrez suivre les différents événements du FSM sur notre site <http://www.france.attac.org> au travers des articles et compte-rendus de la délégation Attac présente à Mumbai

1. – Partir en Inde

(par Ludovic Jonard, délégué général Architecture & Développement)

Partir en Inde, c'est réaliser à son corps défendant, qu'un homme sur six dans le monde est indien et que nous devons à ce continent une part essentielle de notre culture, à commencer par notre langue. Il existe peu de pays aujourd'hui qui exercent à ce point dans notre esprit, à distance, une influence à la fois assumée et refoulée.

... J'ai une profonde souffrance (je dirais un remords, si je ne me sentais homme bien plus qu'europpéen) de l'abus monstrueux que l'Europe a fait de sa puissance, de ce ravage de l'univers, de la destruction et l'avitissement par elle de tant de richesses matérielles et morales, des plus grandes forces du monde, que son intérêt même eut été de défendre et d'accroître, en les unissant aux siennes. L'heure vient de réagir. Ce n'est pas seulement une question de justice, c'est une question de salut pour l'humanité. Sa pensée a besoin de la pensée d'Asie, comme celle-ci a profité à s'appuyer sur la pensée d'Europe. Ce sont les deux hémisphères du cerveau de l'humanité. si l'un est paralysé, le corps dégénère. Il faut tâcher de rétablir leur union et leur sain développement... (Inde, journal 1915-1943 de Romain Rolland, ed Albin Michel)

La remarquable actualité des textes de Romain Rolland, cet indianophile prophète d'une pensée intermondialiste, nous invite à remettre en perspective les tendances lourdes historiques et les velléités actuelles des pays du Sud, à la recherche d'un nouveau souffle d'altérité. Il sera d'autant plus intéressant de voir comment le peuple indien, dont la résilience millénaire n'a d'égal que sa capacité d'absorption de l'Étranger, tiendra son rôle de relais du mouvement social mondial, à l'aune de ses convulsions nationales et régionales et, dont aucun pays (à part peut être le Brésil et bien sûr la Chine) ne peut véritablement en appréhender l'échelle.

Partir en Inde, c'est réaliser à son corps défendant, qu'un homme sur six dans le monde est indien et que nous devons à ce continent une part essentielle de notre culture, à commencer par notre langue. Il existe peu de pays aujourd'hui qui exercent à ce point dans notre esprit, à distance, une influence à la fois assumée et refoulée. Cela tient essentiellement à la construction mentale collective que nos intellectuels occidentaux ont patiemment modelée ces derniers siècles, sur fond d'empire colonial, en prétendant décrire avec minutie un monde dont la totalité et la complexité échappait à la théorie classique. Quand la raison scientifique et la foi bienveillante se heurtent à une civilisation éternelle où le spirituel est religion, le social exhaustif et l'individualisme multitude, cela ne peut conduire qu'à une représentation mythifiée et entretenir des images erronées. L'Inde subit encore cette lecture condescendante occidentale largement relayée par la simplification médiatique et réactualisée par le processus uniformisant de la globalisation. Il sera cependant nécessaire de se dépouiller de ces malencontreux préjugés pour saisir l'extraordinaire opportunité que représente la tenue du prochain forum social mondial à Bombay. En effet, il n'est pas inopportun de rappeler que dans le contexte géopolitique actuel, la construction d'une opinion publique mondiale, arquetypée sur une société civile du Sud en réaction à l'hégémonie du Nord, reste un enjeu majeur dans un pays comme l'Inde, qui a longtemps pratiqué l'économie planifiée, l'isolement international (ou plutôt le non-alignement) et a démontré sa capacité à « intégrer » (en le sublimant) le mode néolibéral, tout en inventant la plus grande démocratie du monde avec son incroyable hétérogénéité ethnique qui ont conduit aux dérives nationalistes actuelles. Dans un système socioculturel fondamentalement inégal, l'Inde est malgré tout un formidable vivier de luttes sociales, d'initiatives communautaires et individuelles, de mouvements

d'idées pour le développement qui forcent l'admiration du visiteur. C'est surtout le lieu de l'universel : tout ce qui s'y dit ou s'y conçoit se fait au nom de l'humanité, bien loin des préoccupations mesquines du salut individuel, puisque l'individu n'existe que dans la totalité temporelle et spatiale du monde. C'est une leçon que nous avons de la peine à assimiler, nous les occidentaux si bien intentionnés...

Ludovic Jonard, Paris, janvier 2004

2. – Capitalisme, démocratie et insécurité (par Thomas Coutrot, membre du Conseil scientifique d'Attac France) article paru dans *Politis* n°781-782)

Démocratie et capitalisme sont indissociables. C'est du moins la leçon que nous sommes tous supposés avoir tiré de la chute du mur de Berlin. Les USA en sont les plus ardents propagandistes, et veulent propager, si nécessaire par le fer et par le feu, des élections libres et des marchés libres dans toutes les régions du globe : « free elections, free trade, free markets », dit souvent George W. Bush pour caractériser sa politique extérieure, au Moyen-Orient et ailleurs.

Or la démocratie américaine traverse une grave crise. La majorité (pauvre) des électeurs a renoncé à voter tant les deux grands partis menaient des politiques similaires. Les élections se gagnent à coup de centaines de millions de dollars de contributions privées pour financer les campagnes des candidats. Le grand capital possède tous les médias et manipule sans vergogne les esprits, au point que 60% des américains croyaient encore en août 2003 que Saddam Hussein était mêlé aux attentats du 11 septembre. Certes, la loi McCain- Feingold, votée du temps de Clinton et qui interdit aux entreprises (et aux syndicats !) de contribuer aux campagnes électorales nationales, vient d'être approuvée définitivement par la Cour

Suprême. Elle s'appliquera donc pour l'élection présidentielle de 2004 : les budgets électoraux devraient en théorie être considérablement réduits puisque les candidats ne pourront officiellement que recueillir des contributions de particuliers, dont le montant est plafonné. N'est-ce pas une preuve de la capacité permanente de la démocratie américaine à se renouveler ?

Malheureusement il n'en est rien, pour trois raisons au moins. D'abord Bush – qui, rappelons-le, a été élu bien qu'il ait recueilli moins de voix au plan national que Gore, et suite à un décompte frauduleux en Floride – a déjà récolté 100 millions de dollars de « petits » contributeurs pour sa campagne de 2004, soit quatre fois plus que son probable rival démocrate Dean. Les deux grands partis sont d'ailleurs *de facto* d'accord pour détourner la loi en multipliant fondations et comités qui recueillent de gros chèques et les recyclent dans le financement indirect des candidats.

Ensuite, le « hold-up » des machines à voter de Floride pour l'élection de 2000 semble n'avoir été qu'une mise en jambe pour les républicains. De nouvelles machines à écran tactile (comme chez nous les distributeurs de billets de train) se généralisent maintenant aux Etats-Unis pour remplacer les vieilles machines mécaniques à compter les votes. Un article du journal britannique *The Independent*, repris par *Courrier International*, fournit un panorama hallucinant des fraudes permises par ces ustensiles, dont les trois grands fabricants – Diebold, Sequoia et ESS – sont tous des contributeurs importants du parti républicain. Parmi les Etats où ils ont implanté leurs machines, plusieurs bastions démocrates – la Géorgie, l'Alabama, le Colorado, le Minnesota, l'Illinois, le New-Hampshire – ont été remportés de façon inattendue par les républicains aux élections de mi-mandat en novembre 2002. Tandis que les sociologues spécialistes du corps électoral s'arrachaient les cheveux pour comprendre le comportement des électeurs, la presse publiait une lettre écrite aux républicains de l'Ohio par le patron de

Diebold, où il s'engageait à « *aider l'Ohio à donner ses voix au président* ». Curieusement, les programmes informatiques utilisés par ces machines sont des secrets commerciaux – concurrence oblige ! – et leur accès est interdit à des experts indépendants, ou même aux Etats qui les ont achetés et les utilisent. Ils sont pourtant notoirement truffés d'erreurs et de failles de sécurité.

Pourtant selon *The Independent*, « *l'éventualité de scrutins truqués n'est pas un sujet de discussion aux Etats-Unis* ». La guerre contre le terrorisme vampirise les uns des médias, démocrates ou républicains, devenus unanimement patriotiques. « *Depuis le 11 septembre, les médias américains – qui avaient monté en épingle le moindre soupçon de scandale pendant les années Clinton – sont devenus très protecteurs de la majesté de l'office* », reconnaît l'économiste Paul Krugman dans le *New-York Times* du 16 décembre. C'est la troisième raison de pleurer la démocratie américaine : l'instrumentalisation de la menace terroriste permet de faire passer des énormités – comme les lois liberticides, Guantanamo, ou les machines à voter républicain – qui auraient semblé inadmissibles autrefois. Tout comme chez nous, l'insécurité physique et morale justifie des lois contre les pauvres, les étrangers, les chômeurs, les jeunes de banlieue, les musulmans voilés... Le néolibéralisme rognait la démocratie en dissuadant les pauvres d'aller voter : n'y avait-il pas « *qu'une seule politique possible* » ? Le libéralisme sécuritaire les mobilise dans des croisades contre l'ennemi étranger, et toute argumentation est devenue inutile. La peur est décidément mauvaise conseillère, mais jamais elle n'aura autant été écoutée.

**coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et*

les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.